

Défaire le discours misogynne

Carolin Emcke, *Quand je dis oui...*, traduit de l'allemand par Alexandre Pateau, Seuil, 2019, 132 pages, 16 €.

Geneviève Fraisse, *La suite de l'Histoire. Actrices, créatrices*, Seuil, « La couleur des idées », 2019, 144 pages, 16 €. Alain Viala, *La galanterie, une mythologie française*, Seuil, « La couleur des idées », 2019, 400 pages, 24 €.

Éliane Viennot, *La querelle des femmes ou « N'en parlons plus »*, éditions iXe, 2019, 124 pages, 13 €.

**Camille de Villeneuve**

DANS **ÉTUDES 2020/2** Février, PAGES I À I  
ÉDITIONS **S.E.R.**

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.4268.0113a

Date de mise en ligne : 07/02/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2020-2-page-1?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Défaire le discours misogynne

**Carolin Emcke**, *Quand je dis oui...*, traduit de l'allemand par Alexandre Pateau, Seuil, 2019, 132 pages, 16 €.

**Geneviève Fraisse**, *La suite de l'Histoire. Actrices, créatrices*, Seuil, « La couleur des idées », 2019, 144 pages, 16 €.

**Alain Viala**, *La galanterie, une mythologie française*, Seuil, « La couleur des idées », 2019, 400 pages, 24 €.

**Éliane Viennot**, *La querelle des femmes ou « N'en parlons plus »*, éditions iXe, 2019, 124 pages, 13 €.

■ Quatre ouvrages récemment parus font suite au mouvement #MeToo dans un effort de clarification savante et d'engagement. Trois d'entre eux proposent un détour minutieux par l'Histoire et éclairent le présent d'une lumière crue. Le quatrième, plus personnel, incite chacun à considérer ses représentations du genre, de la domination et de la violence comme autant de constructions culturelles qu'un regard sincère posé sur autrui peut déplacer.

En octobre 2018, Michelle Perrot et Laure Murat invitaient à « déconstruire la galanterie à la française ». Alain Viala saisit la balle au bond et propose dans *La galanterie, une mythologie française* un voyage en dix-sept vignettes emblématiques des motifs galants déclinés en France du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Conclusion de l'auteur : il y a plusieurs galanteries. Et d'inviter les « pour » ou les « contre » à s'expliquer avant tout débat sur ce qu'ils entendent par là. La « galanterie française », telle qu'elle est vantée dans des ouvrages récents, est une invention nationaliste et réductrice d'un thème littéraire plurivoque, qui contribua à aménager la domination masculine plus qu'elle ne servit des échanges réciproques et égaux.

L'Histoire est encore un recours dans le livre d'Éliane Viennot consacré à la « querelle des femmes », dont l'auteure montre qu'on ne saurait la cantonner à une note de bas de page de manuel académique. L'histoire littéraire et l'Histoire tout court ont plongé dans l'oubli cette masse de littérature misogynne apparue au XIV<sup>e</sup> siècle et débattue au fil des siècles par de rares hérauts de la cause féminine tels Corneille Agrippa, Pontus de Tyard ou François Poullain de La Barre. Car rien n'arrêta ce flux inédit de vulgarité antiféminine à l'origine de la querelle entre ennemis et amis des femmes, pas même les Lumières. Éliane Viennot propose une interprétation de ce phénomène minimisé par les historiens. La fondation des universités à la fin du Moyen Âge obligea l'Église et les clercs à assurer leur pouvoir contre tout élément allogène, dont les femmes et les Juifs. Éliane Viennot rend ainsi compte du lien étroit entre la misogynie et l'antisémitisme. Mais, au-delà de son intérêt historique, son livre s'impose par la ferveur de son engagement contre cette culture de la querelle qui continue, selon elle, d'animer sourdement les débats sur la domination

masculine. Si personne ne peut plus dire au sujet de la femme, comme Voltaire, qu'elle est un « animal » à qui la nature « a percé au bas de l'abdomen un si vilain trou » (cité p. 44), l'intention misogyne demeure dans la frilosité à juger des crimes contre les femmes et dans la résistance à tolérer qu'elles exercent les fonctions jusqu'alors réservées aux hommes.

Geneviève Fraisse, dans *La suite de l'Histoire*, propose d'explorer la voie difficile de l'émancipation féminine par la création. Si les femmes ont conquis leur liberté en acquérant la citoyenneté, l'émancipation des femmes artistes reste en devenir. Il leur faut lutter contre les séquelles d'un discours selon lequel les femmes, trop superficielles et tournées vers elles-mêmes, ne peuvent être des créatrices sérieuses, discours qui leur ferma longtemps les portes des écoles d'art et des académies. Geneviève Fraisse retrace en quelques pages passionnantes le destin de femmes artistes qui, malgré les obstacles, ont tenté de construire une œuvre. On regrette la distinction, à nos yeux trop radicale, entre deux voies de l'émancipation féminine, citoyenne et personnelle, qui sont en étroit rapport. Les conditions politiques et économiques ont des effets immédiats sur la capacité d'une femme à mener une vie d'artiste. À cette réserve près, ce livre convainc qu'au-delà des droits à conquérir, il y a une symbolique à défaire, celle qui, pendant des siècles, a exclu les femmes. Les artistes sont les premières requises pour cette tâche.

Le texte de Carolin Emcke complète enfin harmonieusement ces ouvrages érudits (lire l'entretien dans *Études* n° 4267, janvier 2020, pp. 51-61). Plus intime, il se présente sous la forme d'une méditation libre sur les effets de *#MeToo*. Pourquoi tant de résistance à reconnaître la parole d'une femme? Pourquoi est-il si ardu de faire place à la souffrance d'autrui? À travers ses propres anecdotes et ses souvenirs, l'auteure invite le lecteur à remettre en question ses représentations du viable et du supportable. Elle consacre quelques pages à la photo d'un jeune garçon pakistanais qu'elle rencontra lors d'un reportage en Afghanistan. C'était au début de la guerre, en 2001. On voit l'enfant rapiécer des vestes d'uniforme. À ce moment-là, la journaliste croyait qu'il s'agissait du domestique d'un groupe de soldats afghans. Elle apprit plus tard qu'il était l'un de ces garçons esclaves, y compris sexuels, que les « seigneurs de la guerre » se procuraient parmi les plus jeunes de leurs prisonniers, « objets bons à tout faire, abusés, harcelés, violés ». La rencontre avec cet enfant ne sera, pour elle, jamais terminée. Il est pénible d'être le témoin impuissant de la souffrance d'autrui. C'est pourquoi l'ouverture à l'altérité est si difficile. C'est pourtant le chemin sans fin de l'éthique. Carolin Emcke dit aussi qu'au-delà des enjeux immédiats de *#MeToo*, c'est notre vie morale qui est en question.

■ Camille de Villeneuve

# Penser radicalement l'État

**Geoffroy de Lagasnerie**, *La conscience politique*, Fayard, 2019, 240 pages, 18 €.

**Frédéric Lordon**, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, La Fabrique, 2019, 304 pages, 14 €.

■ Dans la pensée de la gauche radicale, la question de l'État a oscillé longtemps entre un pôle anarchiste (il faut se débarrasser de l'État) et un pôle marxiste (il faut s'en emparer), sans que soit explorée la zone médiane : l'État pensé en soi. C'est ce que font les ouvrages de ces deux figures de la gauche radicale. Geoffroy de Lagasnerie et Frédéric Lordon critiquent tous deux ce qu'ils estiment être des illusions sur l'État, en dépassant la dénonciation classique de l'État comme superstructure d'un véritable pouvoir, qui serait, lui, entre les mains des possesseurs du Capital.

Geoffroy de Lagasnerie critique une philosophie politique fétichiste, dans laquelle un certain nombre de notions (« peuple », « contrat social » ou « légitimité ») reviennent sans cesse, y compris dans la gauche populiste, sans correspondre en rien à nos expériences. Il défend une vision qu'il qualifie de « réductionniste » (c'est-à-dire débarrassée des mythes) et « substantialiste » (permettant de répondre à la question : « Que se passe-t-il concrètement ? »). Le « peuple » est un groupe sans consistance. Qu'un candidat récolte plus de voix qu'un autre lors d'une élection ne dit en rien qu'en démocratie, le peuple gouverne, mais seulement qu'un groupe impose sa volonté à un autre. Je n'accepte pas la loi car je la trouve légitime, mais d'abord parce qu'une force me l'impose.

L'auteur en tire des concepts qui déplacent radicalement le regard. Selon lui, la vérité de la politique est d'être un dispositif d'affrontement. Il ne faut pas la penser à partir du député ou du juge, mais à partir de l'homme arrêté par la police : le délinquant, le terroriste, le clandestin ou l'anarchiste. Parce qu'elle m'est imposée, la loi m'est toujours étrangère : toute personne est un territoire occupé. Lagasnerie assume jusqu'en ses conséquences extrêmes la posture de déconstruction du sociologue, sans proposer d'alternative. Tout au plus, une interpellation éthique : jusqu'où suis-je prêt – en soutenant une loi, par exemple – à exercer de la violence contre un autre pour lui imposer mes choix ?

L'exercice intellectuel est stimulant, mais bute sur deux obstacles : d'une part, la violence ne s'exerce pas uniquement par la loi, mais aussi par la relation économique ou sociale et, dans ce dernier cas, n'y a-t-il pas un risque libertarien à ne pas voir que la loi peut être une violence nécessaire, qui limite ces violences-là ? D'autre part, peut-on penser le rapport à la loi uniquement du point de vue de la confrontation entre deux volontés individuelles, sans considérer le passage au collectif ?

C'est précisément le point de départ de Frédéric Lordon. Avec empathie et intelligence, il discute de manière serrée – y compris en analysant

leurs soubassements théologiques ! – les diverses positions, dans la gauche radicale, du « vivre sans » (l'État, les institutions, la police, le travail ou l'argent). Les analyses portent sur Gilles Deleuze et ses « lignes de fuite », sur Jacques Rancière et sa thèse que les vrais « moments politiques » sont des exceptions, sur Giorgio Agamben et son triptyque « séparation, suspension, destitution », sur Alain Badiou enfin et sa définition du sujet politique comme sage spinoziste.

Ces thèses font l'impasse, selon Lordon, sur la réalité fondamentale de l'institution telle qu'il la tire d'une lecture poussée de Spinoza : de tout collectif (un club de pétanque, aussi bien que la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, le Chiapas zapatiste ou le Rojava kurde, qui sont autant de figures du « sans ») naît un affect commun, l'*imperium*, qui fait et fait faire quelque chose aux individus. La multitude ne peut suspendre sa puissance. Pour Lordon, contrairement à Lagasnerie, l'aliénation ne vient pas du dehors. L'État n'est pas une puissance séparée, extérieure et supérieure à nous : c'est nous. L'illusion, c'est donc de penser se débarrasser des institutions. Il s'agit plutôt, une fois que l'on aura mis fin à l'« enfer » de l'« État du Capital », de savoir comment ne pas reproduire de nouvelles institutions où le « constitué » se séparerait du « constituant », s'ossifierait et finirait par mettre à son service les puissances des individus et de la multitude.

L'auteur propose deux pistes. La première : reproduire en politique des cristaux liquides, capables de joindre le solide et le liquide, créant ainsi des états hybrides de la matière politique, des « États mésomorphes ». Et la seconde : garder toujours le constitué à portée de surveillance et de transformation, par une activité continuée de la puissance constituante.

Faut-il attendre le lendemain du grand soir pour appliquer ces propositions ? Là où, chez Lagasnerie, la politique est pensée comme affrontement des volontés, elle est pensée comme affrontement des puissances chez Lordon : l'affect commun existe au pluriel. Par ailleurs, après l'avoir nié, Lordon admet que la puissance peut se retenir. Ces visions radicales ne peuvent-elles pas s'hybrider – pour reprendre le terme de Lordon – avec une pensée philosophique libérale conséquente, sans lien avec le libéralisme économique (comme Paul Ricœur le développait en 1957 dans *Le paradoxe politique*) qui pense l'arrêt des volontés par d'autres volontés, la pluralité des affects communs, le « sans fin » d'un mouvement social armé de nouveaux droits, qui puisse garder à portée le constitué ?

■ Stéphane Lavignotte